

11^{ème} colloque international de



L'Association française d'éducation comparée et des échanges

Organisé en partenariat avec :



ICP
INSTITUT
CATHOLIQUE
DE PARIS



PROGRAMME

Université de Sherbrooke, Canada

**Avec le soutien de la Faculté d'éducation de l'Université de Sherbrooke
et du Ministère français de l'Éducation nationale (DREIC)**

24-26 octobre 2012

Table des matières

<i>Introduction</i>	<i>3</i>
<i>Horaire</i>	<i>4</i>
<i>Horaire des ateliers</i>	<i>6</i>
<i>Conférences</i>	<i>8</i>
<i>Tables-Rondes</i>	<i>12</i>
<i>Ateliers</i>	<i>14</i>
<i>Liste des participants</i>	<i>28</i>
<i>Comité scientifique et comité d'organisation</i>	<i>30</i>

Cultures de l'évaluation et dérives évaluatives :

Des fondements idéologiques de l'évaluation aux conceptions des politiques éducatives et de l'apprentissage

Au Québec, comme en France ou ailleurs, le néolibéralisme imprègne les conceptions des politiques éducatives et, de fait, pénètre et influence les conceptions et les pratiques d'évaluation. Cette nouvelle culture de la gestion publique, directement importée d'une culture managériale, touche les trois niveaux du système éducatif :

- les politiques éducatives, qu'elles soient pensées et mises en œuvre dans un ministère ou déclinées par les différentes organisations éducatives. Comment repenser les politiques éducatives en mettant en avant la finalité séculaire de l'École, celle d'aider à construire des savoirs, seule garantie d'accès à l'universalité d'une culture?

- les organisations éducatives (programmes scolaires, référentiels de formation ou d'enseignement...). Le contrôle qualité ne constitue-t-il pas une nouvelle manière de piloter le système universitaire, empruntée à l'entreprise?

- les pratiques éducatives et les pratiques d'évaluation dans la classe. Les professionnels de l'Éducation peinent à s'approprier une nouvelle culture de l'évaluation qui débouche sur des évaluations nationales et internationales. Les résultats de celles-ci sont-ils fiables? À qui peuvent-ils servir?

Au regard de ce contexte, ce colloque a pour objectifs de :

1. Identifier les fondements idéologiques et épistémologiques de l'évaluation tant au niveau de ses conceptions que de ses pratiques;
2. Analyser l'impact des politiques évaluatives sur le fonctionnement des organisations éducatives et apprenantes;
3. Analyser les effets des dispositifs, processus et pratiques d'évaluation sur les pratiques professionnelles des enseignants et formateurs;
4. Contribuer à analyser les différentes cultures et définitions de l'évaluation au regard des contextes sociopolitiques et culturels;
5. Analyser les effets de ces changements de culture de l'évaluation sur les discours de la professionnalisation;
6. Mettre en évidence les impacts de ces différentes conceptions et pratiques de l'évaluation sur les professions.

Horaire

24 octobre 2012			
Heure	Événement	Titre et participants	Lieu
12h-14h	Midi-rencontre	<i>L'évaluation : enjeux scientifiques et enjeux sociaux</i> Avec la participation des professeurs : Guy Berger, Richard Étienne, Dominique Groux, Charles Hadji, Anne Jorro, Jean-Marie de Ketele, Gabriel Langouët Animation : Johanne Bédard et Philippe Maubant (Université de Sherbrooke)	Agora du carrefour de l'information (pavillon B1- 2 ^e étage)
15h-16h	Accueil des participants Mots de bienvenue, Présentation du colloque	Colette Deaudelin Doyenne de la Faculté d'éducation Olivier Dezutter Vice-doyen à la recherche et aux relations internationales Faculté d'éducation Philippe Maubant Directeur de l'Institut de recherche sur les pratiques éducatives <i>Université de Sherbrooke</i> Dominique Groux Présidente de l'AFDECE Doyenne de la Faculté d'éducation <i>Institut Catholique de Paris</i>	Hall d'entrée de la Faculté d'éducation (pavillon A-2) Auditorium de la faculté d'éducation (A2-101)
16h	Conférence d'ouverture	<i>Cultures de l'évaluation. Dérives évaluatives?</i> Jean-Marie de Ketele (Université de Louvain-la-Neuve) Discutant : Yves Couturier (Université de Sherbrooke)	Auditorium de la Faculté d'éducation (A2-101)
17h30	Vin d'honneur	François Gitzhofer, Consul de France honoraire en poste à Sherbrooke Lucie Laflamme Vice-rectrice aux études (Université de Sherbrooke) Adel El Zaïm Directeur général des relations internationales (Université de Sherbrooke)	Hall d'entrée de la Faculté d'éducation
25 octobre 2012			
9h-10h30	Conférences	<i>Les inégalités en éducation et dans d'autres domaines : de la mesure à la démesure</i> Gabriel Langouët (Université de Paris V) <i>L'évaluation dans la formation des enseignants</i> Richard Étienne (Université de Montpellier 3) Discutant : Philippe Maubant (Université de Sherbrooke)	Agora du carrefour de l'information (Pavillon B1- 2 ^e étage)
Pause santé			
11h-12h30	Conférences	<i>L'évaluation est-elle condamnée à être aujourd'hui une calamité sociale?</i> Charles Hadji (Université de Grenoble)	Agora du carrefour de l'information (Pavillon B1- 2 ^e étage)

		Une évaluation au service des acteurs? Anne Jorro (Université de Toulouse 2) Discutant : Jean-François Desbiens (Université de Sherbrooke)	
Repas au pavillon multifonctionnel : Salle Les samares (B5-3003) *pour les communicants			
14h00-15h30	Table-ronde	Effets des changements de culture de l'évaluation sur les discours de la professionnalisation David Matheson (Université de Nottingham), Frédéric Saussez (Université de Sherbrooke) Alain Brouté (Université de Madrid) Yves Couturier (Université de Sherbrooke) Jean-François Desbiens (Université de Sherbrooke)	Auditorium de la faculté d'éducation (A2-028)
Pause santé			
15h45-17h15	Ateliers	Atelier 1 : Évaluation et professionnalisation Atelier 2 : Dérives de l'évaluation	Pavillon A-10, 3001, 3005, 3018
17h30-19h	AFDECE	Assemblée générale de l'AFDECE	Pavillon A10, 3001
26 octobre 2012			
9h-10h30	Ateliers	Atelier 3 : Évaluation et langues (1e partie) Atelier 4 : Les enjeux de l'évaluation	Pavillon A-10, 3001, 3005, 3018
Pause santé			
11h-12h30	Ateliers	Atelier 3 : Évaluation et langues (2e partie) Atelier 5 : Évaluation dans l'institution scolaire	Pavillon A-10, 3001, 3005, 3018
Repas Pavillon multifonctionnel : Salle Les samares (B5-3003) *pour les communicants			
14h-15h30	Table-ronde	<i>L'impact des politiques évaluatives sur le fonctionnement des organisations éducatives et apprenantes</i> Philippe Chaubet (UQAM) Lahcen Benchama (CPR, Agadir) Claude Lessard (Université de Montréal)	Auditorium de la Faculté d'éducation (A2-101)
Pause santé			
15h45-16h45	Conférence de clôture	Claude Lessard (Université de Montréal)	Auditorium de la Faculté d'éducation (A2-101)
16h45- 17h30	Conférence de synthèse	Guy Berger (Université de Paris 8) Bilan et perspectives : Dominique Groux (AFDECE) Philippe Maubant (Université de Sherbrooke)	

Frais d'inscription : 35€ (adhésion à l'AFDECE : règlement à la trésorière : Françoise Journe)

Les Actes du colloque seront publiés dans la collection Education Comparée (L'Harmattan).

Horaire des ateliers

25 octobre 15h45-17h15

Atelier 1 : Évaluation et professionnalisation

A10-3001

1. Magali Danner, Sophie Genelot, Université de Bourgogne, France
Évaluer le sentiment de professionnalisation des étudiants : enjeux et limites
2. Philippe Chaubet, Université du Québec à Montréal, Canada
Réflexion sur la pratique et le développement des compétences professionnelles : évaluer le levier ou les objets soulevés ?
3. Catherine Matheson, David Matheson, Université de Nottingham, Angleterre
Les nouveaux diplômés en médecine, dans quelle mesure se considèrent-ils suffisamment préparés pour la pratique clinique? Une étude comparée Angleterre-Irlande.
4. Yves Couturier, Mylène Salles, Université de Sherbrooke, Canada
Les forces de mise en forme de l'évaluation clinique gérontologique sont-elles précurseurs des formes éducatives et socio-éducatives d'intervention?

Atelier 2 : Dérives de l'évaluation

A10-3005

1. Bernadette Nozarian, Association Pour l'Innovation Pédagogique et la Liberté de l'Instruction, France
Homeschooling et dérives évaluatives
2. Dominique Raulin, Conseil national des programmes, France
L'évaluation des compétences des élèves ou le risque de pratiques intégristes. Nouvel outil d'aide aux élèves ou de pression scolaire?
3. Olivier Francomme, IUFM d'Amiens-Université de Picardie, France
Les problèmes déontologiques et éthiques posés par l'évaluation des établissements innovants
4. Alexandre Ventura, Université d'Aveiro, Portugal
La peur de l'évaluation comme obstacle au développement professionnel des enseignants
5. Alexandre Buysse, Université Laval, Québec, Canada
Réflexion sur l'influence des dispositifs d'évaluation sur l'intériorisation

La salle A10-3018 est réservée le 25 octobre pour des discussions libres

26 octobre 9h-10h30

Atelier 3 : Évaluation et langues (1^e partie)

A10-3001

1. Yasmine Adib, Centre Universitaire de Tissemsilt, Algérie
Évaluation des acquis d'apprenants du français langue étrangère en module de Technique d'expression écrite et orale en 1^{ère} année universitaire
2. Marie J. Myers, Université Queen's Canada, Canada
Éléments langagiers à la base des nouvelles démarches d'appréhension et de contrôle des connaissances

3. Mina Sadiqui, Université Moulay Ismail-ENS-Meknès, Maroc
L'enseignement des langues entre pratiques évaluatives et politique éducative : Le FLE au lycée au Maroc

Atelier 4 : Les enjeux de l'évaluation

A10-3005

1. Elmiloudi Bel Haddioui, Faculté des sciences de Casablanca, Maroc
Les savoirs organisationnels dans le management, l'organisation et la gouvernance : enjeux de l'évaluation
2. Nabila Benhouhou, ENS de Bouzaréah-Alger, Algérie
Vers un cadre maghrébin d'évaluation dans les établissements universitaires : l'évaluation en langues
3. Guy Lapostolle, IUFM, IREDU, Université de Bourgogne, Thierry Hohl, IUFM, Centre Chevrier, Université de Bourgogne, France
La réforme de la formation des enseignants en France met-elle en jeu des modalités d'évaluation compatibles avec leur professionnalisation?
4. Carla Massoud, EDCOF, Nigeria
L'impact d'une évaluation efficace des enseignants : les résultats des élèves
La salle A10-3018 est réservée le 25 octobre pour tout retard éventuel dans les ateliers du 25 octobre ou pour des discussions libres

26 octobre 11h-12h30

Atelier 3 : Évaluation et langue (2^e partie)

A10-3001

4. Nabila Tadros, Ministère des transports, Ottawa, Canada
Test et évaluation d'examen de bilinguisme au Gouvernement du Canada
5. Carolina Gonçalves, Escola Superior de Educação de Lisboa, Portugal, et Marie-France Morin, Université de Sherbrooke, Canada
Développer des compétences langagières et scientifiques en maternelle et au début du primaire : analyse comparée Québec-Portugal
6. Alain Brouté, Université Autonome de Madrid, Espagne
Évaluer l'oralité... oui, mais comment?

Atelier 5 : Évaluation dans l'institution scolaire

A10-3005

1. Lahcen Benchama, CPR Inezgane-Agadir, Maroc
Pratiques d'évaluation et formation au Maroc
2. Dominique Guidoni-Stoltz et Laurence Maurel, Université de Bourgogne/IUFM, France
Concept de secondarisation et pratiques d'évaluation des compétences des enseignants stagiaires du 1^{er} degré : quels enjeux, quels usages?
3. Laurence Vohlgemuth, Escola Superior de Educação, Lisboa, Portugal
Auto-évaluation assistée : étude de cas en cours de français langue étrangère dans l'enseignement supérieur
4. Sonia Bui, Universidad Nacional Autonoma de Mexico (CELE/UNAM), Mexique
Un questionnaire pour l'évaluation collective : la perception des apprenants

Les conférences

Cultures de l'évaluation. Dérives évaluatives?

24 octobre 2012

16h Auditorium de la faculté d'éducation (A2-101)

Jean-Marie de Ketele

Professeur émérite de l'Université Catholique de Louvain

De nombreux écrits actuels recommandent de développer une culture de l'évaluation. Mais qu'est-ce que cache un tel concept? Ne faut-il pas plutôt parler de cultures de l'évaluation (en insistant sur le pluriel), si l'on analyse les propositions des uns et des autres? C'est à ces questions que nous tenterons de répondre dans un premier temps. Ensuite, nous tenterons de montrer les effets positifs, mais aussi les effets pervers des cultures d'évaluation installées suite aux enquêtes internationales, tant dans l'enseignement supérieur que dans l'enseignement obligatoire. Nous terminerons enfin par des propositions pour tenter d'éviter les dérives dénoncées.

Discutant : **Yves Couturier**, Université de Sherbrooke

Les inégalités en éducation et dans d'autres domaines : de la mesure à la démesure

25 octobre 2012

9h Agora du carrefour de l'information, (B1, 2^e étage)

Gabriel Langouët

Professeur des universités, Université de Paris V, France

À l'échelle planétaire, le problème des inégalités est majeur, dans une société de plus en plus mondialisée : elles s'accroissent ou se multiplient, jusqu'à la démesure, engendrant des situations insoutenables, entre États riches et pauvres, mais aussi entre les populations d'un même État... Des exemples seront présentés, empruntés à une recherche*, qui tente d'en évaluer l'étendue, notamment en ce qui concerne la santé et l'éducation. C'est dans un tel contexte d'interactions que l'évaluation en éducation prend sens : sans illusion pédagogique et en rejetant tout fatalisme sociologique ; et sans la confier aux seuls décideurs. Elle a souvent été source de progrès, de la mesure du QI aux grandes évaluations internationales ; et elle constitue un puissant outil de réflexion, de régulation de l'action ou d'aide à la décision et, par conséquent, de formation.

L'évaluation dans la formation des enseignants

Richard Étienne

Professeur des universités, Université de Montpellier 3, France

En France, l'alternance politique entraîne une "refondation" de l'école. Il en va de même dans bien d'autres pays confrontés aux résultats des évaluations internationales. L'éducation devient un enjeu dans la compétition entre les pays. Les enseignants sont avec les élèves les principales victimes de cette pression évaluative. Pourtant, il existe une autre place et un autre rôle pour l'évaluation. Nous prendrons comme support les résultats d'une confrontation nationale et binationale sur l'évaluation dans la formation des enseignants qui a donné lieu à publication d'un ouvrage sur ce sujet. Il en ressort que toute course à la conformité des enseignants aux référentiels de compétences est une voie sans issue alors que la recherche de la compétence par le développement des capacités d'analyse et de compréhension de l'action permet une entrée progressive et sereine dans le métier. D'autre part, nous insisterons sur la multiplicité des regards des personnes en formation, multiplicité qui permet d'insister également sur le caractère collectif et situé de la compétence enseignante qui ne peut se concevoir que dans une école ou un établissement. Enfin, sur la base des recherches menées dans cette perspective, nous serons en mesure d'apporter des résultats montrant les effets dans le climat scolaire, mais aussi dans les savoirs des élèves envisagés sur un plan strictement des disciplines que du comportement, mais aussi du savoir agir et du savoir devenir."

Discutant : **Philippe Maubant**, Université de Sherbrooke

L'évaluation est-elle condamnée à être aujourd'hui une calamité sociale?

25 octobre

11h, Agora du Carrefour de l'Information (B1, 2^e étage)

Charles Hadji

Professeur, Université Grenoble 2, France

L'extension contemporaine du domaine de l'évaluation s'est effectuée dans un contexte idéologique marqué par l'emprise du néo-libéralisme. Dans ce contexte, les droits et devoirs de base identifiés par la réflexion éthique sont, au mieux, ignorés, au pire, bafoués. Le risque pour l'évaluation est en conséquence de devenir elle-même un outil idéologique, mis au service d'une idéologie calamiteuse. Deux questions fondamentales sont alors soulevées, auxquelles la conférence tentera d'apporter des réponses fondées sur un travail d'analyse et de modélisation de l'acte évaluatif. La première est de savoir si l'évaluation est, par nature, une pratique d'ordre idéologique. La seconde de savoir si elle peut, et alors comment, échapper au risque de soumission idéologique. On montrera que, si l'évaluation n'est nullement condamnée à devenir servile, les évaluateurs sont en revanche placés devant un choix décisif, d'ordre éthique: servir l'argent, ou servir l'homme.

Une évaluation au service des acteurs

Anne Jorro

Professeur, Université de Toulouse, France

La montée en puissance de l'évaluation technocratique dans le champ de la formation des acteurs n'est pas sans poser de problèmes. Malgré les nombreux travaux qui ont été menés depuis une trentaine d'années sur les démarches d'évaluation formative tant en Europe qu'en Amérique du Nord, l'évaluation reste une pratique redoutée des acteurs, voire décriée quand le contrôle envahit l'univers de la formation et rigidifie la relation éducative. Plutôt que de contribuer au développement du sujet, elle peut même produire un résultat inverse. La période de mondialisation ne fait que renforcer l'idée de l'omniprésence des pratiques évaluatives, d'une surenchère technocratique qui détourne l'évaluation vers des fins de gestion par les normes en délaissant quelque peu les enjeux de développement professionnel des acteurs. Comment dès lors concevoir des démarches évaluatives plus souples, proches des acteurs et qui tiennent compte de la spécificité des contextes de formation?

Discutant : **Jean-François Desbiens**, Université de Sherbrooke

Conférence de clôture

26 octobre 2012

15h45, Auditorium de la faculté d'éducation (A2-101)

Claude Lessard

Professeur titulaire, Université de Montréal, Canada

Président du Conseil supérieur de l'éducation, gouvernement du Québec, Canada

Conférence de synthèse

16h45, Auditorium de la faculté d'éducation (A2-101)

Guy Berger

Professeur émérite, Université de Paris VIII, France

Bilan et perspectives

Dominique Groux

Professeure des universités, Présidente de l'AFDECE

Philippe Maubant

Professeur titulaire, Directeur de l'IRPÉ

LES TABLES RONDES

Effets des changements de culture de l'évaluation sur les discours de la professionnalisation

25 octobre 2012

14h, Auditorium de la faculté d'éducation (A2-028)

Pistes de réflexion :

- *Peut-on identifier différentes cultures et définitions de l'évaluation au regard des contextes sociopolitiques et culturels ? (Quelles sont ces différentes cultures, comment peut-on les analyser)*
- *Quels sont les effets des changements de culture de l'évaluation sur les discours de la professionnalisation ? (Quels types de professionnalisation pour quelles cultures évaluatives ?)*
- *Quels sont les impacts de ces différentes conceptions et pratiques de l'évaluation sur les professions ?*

Animateurs :

Anne Jorro, Université de Toulouse 2, France

Lucie Roger, Université de Nantes, France et Université de Sherbrooke, Canada

Discutants :

David Matheson, Université de Nottingham, Royaume-Uni

Frédéric Saussez, Université de Sherbrooke, Canada

Alain Brouté, Université Autonome de Madrid, Espagne

Yves Couturier, Université de Sherbrooke, Canada

Jean-François Desbiens, Université de Sherbrooke, Canada

L'impact des politiques évaluatives sur le fonctionnement des organisations éducatives et apprenantes

26 octobre 2012

14h, Auditorium de la faculté d'éducation (A2-101)

Pistes de réflexion

Quels sont les fondements idéologiques et épistémologiques de l'évaluation tant au niveau de ses conceptions que de ses pratiques ? (Dans le milieu scolaire, le milieu de l'entreprise, le monde social)

Quel est l'impact des politiques évaluatives sur le fonctionnement des organisations éducatives et

*apprenantes ? (Les impacts économiques, sociaux, organisationnels, humains)
Quels sont les effets des dispositifs, processus et pratiques d'évaluation sur les pratiques professionnelles des enseignants et formateurs ? (Quelles visées sous-jacentes aux modifications des pratiques ? Quelles nouvelles pratiques professionnelles liées à l'évaluation ?)*

Animateurs :

Johanne Bédard, Université de Sherbrooke, Canada

Olivier Dezutter, Université de Sherbrooke, Canada

Discutants :

Lahcen Benchama, CPR Inezgane-Agadir, Maroc

Claude Lessard, Université de Montréal, Canada

Philippe Chaubet, Université du Québec à Montréal, Canada

Atelier 1 :

Évaluation et professionnalisation

25 octobre 15h45-17h15

Local A1-3001

Animateur : **Michel Lejeune**, École Polytechnique de Montréal

1. Évaluer le sentiment de professionnalisation des étudiants : enjeux et limites

Magali Danner et Sophie Genelot

Université de Bourgogne, France

Les recherches conduites sur le sentiment de professionnalisation des étudiants inscrits dans les formations préparant au métier d'enseignant soulignent le regard sévère que les enseignants de seconde année portent sur leur formation qu'ils perçoivent comme un ensemble hétéroclite de savoirs déconnectés des réalités du terrain et des pratiques pédagogiques. Avides de savoir-faire pratiques et immédiatement transférables, les étudiants sont très dubitatifs quant aux formations générales et transversales, même s'ils s'estiment mieux formés que ceux issus des institutions antérieures. La récurrence de ces propos négatifs dont la presse se fait l'écho jette un discrédit réel sur la professionnalisation des enseignants. La dernière réforme sur laquelle porte cette recherche eu pour conséquence de revoir le schéma de professionnalisation : désormais, les étudiants sont préparés sur deux ans (et non plus un an) à entrer dans le modèle du praticien réflexif capable d'assurer non seulement les missions d'enseignement (pour ceux qui auront le concours), mais aussi plus largement des missions d'éducation ou de formation (notamment pour ceux qui n'auront pas le concours). Or, ces missions élargies sont susceptibles de provoquer quelques désenchantements chez des étudiants dont la dynamique vocationnelle les conduit à se focaliser sur la réussite au concours pour ne devenir qu'enseignant de la fonction publique. Dans ce contexte, notre problématique consiste à se demander quelles répercussions cette nouvelle offre de formation a, depuis la mise en œuvre de la réforme, sur l'évolution du discours que tiennent ces publics sur leur professionnalisation. À travers les résultats de cette recherche, il s'agit aussi de s'interroger sur la pertinence des enquêtes de satisfaction qui tendent à se développer à l'Université pour évaluer l'efficacité des formations.

Cette recherche s'appuie sur les résultats d'une enquête quantitative et longitudinale menée depuis deux ans auprès de trois générations d'étudiants de l'IUFM de Bourgogne.

2. Réflexion sur la pratique et développement des compétences professionnelles : évaluer le levier ou les objets soulevés ?

Philippe Chaubet

Université du Québec à Montréal, Canada

Le Québec imbrique la réflexion sur la pratique dans 12 compétences à développer chez les futurs enseignants (Gouvernement du Québec, 2001). Il veut former des *praticiens réflexifs*, capables de s'adapter aux changements sociétaux et d'autoaméliorer leur pratique. Mais est-il sage d'évaluer une (méta) compétence réflexive à égalité avec les compétences qu'elle contribue à développer, comme piloter une classe? Un des défis est méthodologique - et idéologique puisqu'il interroge nos postures éducatives et évaluatives - : comment capter la réflexion objectivement, dans une dynamique développementale en coordonnées relatives à l'apprenant, en la détachant de l'axiologie du formateur ou d'un système de coordonnées absolues? Cette étude qualitative-interprétative recherche des indices de réflexion dans le discours de futurs professionnels et d'enseignants en exercice, à l'université, au Québec. La définition opératoire de la réflexion proposée synthétise des travaux en pratique réflexive récents articulés au concept de pensée réfléchie de Dewey. Les résultats suggèrent que la réflexion ainsi définie participe à la construction des compétences professionnelles des interviewés. Ce n'est pourtant pas elle qui est évaluée, mais la capacité de certaines situations à la favoriser, sous conditions. On n'évalue pas le levier, mais ce qui est soulevé.

3. Les nouveaux diplômés en médecine, dans quelle mesure se considèrent-ils suffisamment préparés pour la pratique clinique ? Une étude comparée Angleterre-Irlande

Catherine Matheson, David Matheson

Université de Nottingham, Angleterre

Maintes études dans de divers pays démontrent que souvent les nouveaux diplômés en médecine se considèrent insuffisamment préparés pour les exigences de la pratique clinique. Il existe pourtant peu d'études qui offrent des comparaisons directes entre les nouveaux diplômés de différents pays. Notre étude offre la première comparaison entre les nouveaux diplômés irlandais et anglais. Acquises par le biais d'un sondage en ligne, nos données indiquent des différences significatives entre les deux groupes de diplômés : les Anglais se considéraient plus à l'aise dans les compétences techniques telles que la pose de points de suture alors que les Irlandais se sentaient mieux préparés pour le travail en équipe, le maintien de dossiers, l'apprentissage tout le long de la vie.

4. Les forces de mise en forme de l'évaluation clinique gérontologique sont-elles précurseurs des formes éducatives et socio-éducatives d'intervention?

Yves Couturier et Mylène Salles

Université de Sherbrooke, Canada

Classiquement, l'évaluation est considérée comme le fait de la mesure objectivée ou le fait d'un acte professionnel singulier d'appréciation, le jugement professionnel. Les modalités récentes d'évaluation clinique des besoins complexes des personnes âgées en perte d'autonomie, ou *assessment* en anglais, s'effectuent le plus souvent à partir d'outils cliniques standardisés dont les fondements sont tout à la fois des résultats de recherche (*Evidence-based tools*) ciblant les objets qu'il est requis d'évaluer de manière objective (ex. : mobilité), et une approche dite compréhensive de la situation clinique. Ce double ancrage de l'acte d'évaluer permet d'inscrire des éléments spécifiques de la situation singulière dans une forme appréciative et objectivée de la perte qu'occasionne un déficit fonctionnel. Ces deux logiques évaluatrices, à première vue contradictoires, constituent en fait les deux faces d'un même phénomène. Elles lient par l'instrument (l'outil clinique standardisé) deux forces constitutives de toute professionnalité, celle de la prudence (considérer la situation clinique comme irréductiblement singulière) et celle de la technicité (considérer l'agir professionnel comme un faire ordonné). La présente communication présentera les fondements de ces outils d'évaluation, exposera les usages managériaux qui en sont faits, et explorera les compétences incorporées mobilisées lors de la complétion de ces outils par des professionnels. Nous verrons enfin que l'évaluation clinique ici en question s'offre en analyseur des stratégies actuelles de mise en forme des conduites professionnelles, stratégies que nous postulons plus visibles dans le domaine de la santé et des services sociaux que dans celui de l'éducation, en raison du fait que le premier domaine constitue la première des priorités en termes de politiques publiques. Comprendre l'évolution de ce domaine permet, dans une certaine mesure, d'anticiper une part de la transformation des pratiques évaluatrices dans l'espace de l'intervention socio-éducative, voire éducative.

Atelier 2 :

Dérives de l'évaluation

25 octobre 15h45-17h15

Local A1-3005

Animateur : **Michel Boicclair**, École nationale d'administration publique

1. Homeschooling et dérives évaluatives

Bernadette Nozarian

Association Pour l'Innovation Pédagogique et la Liberté de l'Instruction, France

En France, ce n'est pas l'école qui est obligatoire, mais l'instruction, et ce, depuis la loi de 1882, dite loi J. Ferry. Le Homeschooling y prend, comme dans d'autres pays, chaque année de plus en plus d'ampleur. En vertu de la liberté pédagogique, et en accord avec le code de l'éducation, les familles ne sont pas tenues de suivre les programmes scolaires. Ce n'est qu'à 16 ans, à l'issue de la période d'instruction obligatoire, que les enfants non scolarisés doivent maîtriser le socle commun, comme les enfants scolarisés. Les soupçons de dérives sectaires ainsi que le démontrent les rapports annuels de la MIVILUDES (Mission Interministérielle de Vigilance et de Lutte contre les Dérives Sectaires) ne sont pas fondés. Néanmoins, ils ont été le prétexte, depuis 1999 à un renforcement du contrôle de l'instruction en famille qui donne trop souvent lieu à de profonds malentendus entre les inspecteurs d'académie et les familles. Ces dernières abordent généralement l'instruction de leurs enfants en s'appuyant sur leurs centres d'intérêt, en tenant compte de leur rythme et en privilégiant les apprentissages informels. Démarche par ailleurs recommandée dans les textes européens. Or, en France les inspecteurs d'académie ne semblent pas formés à cette démarche et n'ont pas toujours la curiosité d'esprit nécessaire pour l'accepter. Ces familles sont, de fait, des organisations éducatives et apprenantes à part entière. L'impact des politiques éducatives mises en œuvre par l'institution met en évidence une série d'effets pervers chez un nombre croissant d'entre elles : refus, malgré les amendes et les peines de prison encourues, de procéder aux déclarations annuelles obligatoires d'instruction en famille, tant auprès des inspections académiques que des mairies; exil temporaire ou définitif vers des pays plus ouverts face au homeschooling; éventuelle modification du mode d'apprentissage des enfants, ce qui implique l'abandon ou la profonde modification du projet pédagogique initial; procès contre l'éducation nationale. Cette enquête, qui mesure les effets de ces pratiques évaluatives sur le fonctionnement éducatif des organisations familiales, se déroule sous forme de questionnaires adressés aux familles assortis, dans la mesure du possible, de données qualitatives issues d'entretiens, tant auprès des familles que des inspecteurs d'académie. Peu d'études sont consacrées en France au phénomène du Homeschooling. Elles sont souvent le fait d'étudiants, encore peu formés à la recherche et totalement ignorants de ce mode d'apprentissage, ce qui les conduit à ne s'intéresser, bien souvent, qu'aux motivations parentales de ce choix d'instruction. Comme le montrent les nombreuses études nord-

américaines, il s'agit d'un phénomène désormais socialement ancré et à considérer objectivement.

2. L'évaluation des compétences des élèves ou le risque de pratiques intégristes. Nouvel outil d'aide aux élèves ou de pression scolaire?

Dominique Raulin

Conseil national des programmes, France

Depuis le milieu des années 80, la France, symbole de la centralisation, avance avec prudence dans une démarche de décentralisation et de déconcentration. C'est vrai pour tous les secteurs de l'Etat et donc parmi eux, ceux qui ont en charge l'éducation. Dans ce contexte général, deux aspects demeurent centralisés : les programmes d'enseignement, le recrutement des professeurs de l'enseignement secondaire pour lequel les concours – CAPES et Agrégation – restent nationaux. Il en est de même pour les programmes d'enseignement dont l'élaboration est le résultat d'un processus associant universitaires, inspecteurs, professeurs... ainsi que différents partenaires comme les collectivités territoriales par exemple. Cette centralisation est considérée comme la garantie d'une véritable égalité et équité vis-à-vis des élèves, jugées primordiales notamment pour la scolarité obligatoire. L'évaluation des compétences représente une occasion sans précédent d'évolution de la scolarité obligatoire, en France. Elle résout pour une large part différentes causes identifiées depuis longtemps de la difficulté, de l'échec et du décrochage scolaires : l'importance du paysage culturel personnel de l'élève, le transfert des acquis entre les enseignements, le cloisonnement disciplinaire, le classement des élèves, la notion d'erreur... Toutes les conditions objectives sont réunies pour cette révolution qui nécessite trois changements de paradigmes : d'une École sanctuaire qui transmet les savoirs à une École-atelier qui apprend à s'en servir ; d'une École qui classe les élèves et en marginalise certains, à une École qui permet à chacun de progresser ; d'une École où les professeurs sont conférenciers ou chef d'orchestre à une École où ils sont maitres-nageurs.

3. Nouvelles cultures de l'évaluation et de l'innovation pédagogique à l'Université : un dispositif, le portfolio

Olivier Francomme

IUFM d'Amiens-Université de Picardie, France

La nouvelle formation des enseignants a permis d'en reconcevoir l'architecture, mais aussi d'en assurer une meilleure cohérence épistémologique. Dans le cadre du Master MEF-EBI de l'Université de Perpignan, le dispositif pédagogique mis en place tente de concilier l'innovation pédagogique, et les acquisitions scientifiques inscrites au programme de la formation. Le fonctionnement en pédagogie institutionnelle allié à l'utilisation d'un espace numérique de travail collaboratif a permis aux étudiants de personnaliser leurs parcours dans un cadre coopératif.

La matérialité du dispositif « électronique » a été constituée par un portfolio, à partir duquel se sont élaborés les parcours de formation de chacun : il a accueilli les principales productions des étudiants, il a permis l'échange autour de ces productions, il a facilité le travail transversal et transdisciplinaire, il a servi de support à la validation des travaux et pour partie, du Master.

4. La peur de l'évaluation comme obstacle au développement professionnel des enseignants

Alexandre Ventura,

Université d'Aveiro, Portugal

L'évaluation de la performance des enseignants déclenche des conflits dans la plupart des systèmes éducatifs. Plus cette évaluation est sommative et détermine des impacts sur la carrière des enseignants, plus ils réagissent négativement. Parmi plusieurs motifs de méfiance et de résistance, on peut identifier la peur comme un des plus forts, néanmoins peu admis. La peur d'être confronté avec une image moins positive qu'on ne l'imaginait sur la compétence professionnelle, la peur de perte de statut et de respect auprès des collègues et dans la communauté, et même la peur de chômage sont des barrières à l'évaluation de la performance des enseignants. Par conséquent, ces peurs se constituent comme obstacles à profiter de l'opportunité de développement professionnel offerte par l'évaluation.

5. La peur de l'évaluation comme obstacle au développement professionnel des enseignants

Alexandre Buysse,

Université Laval, Québec, Canada

Nous fondant sur nos études précédentes (Buysse, 2012a, 2012b, 2011), nous proposons une réflexion sur l'influence exercée par les dispositifs d'évaluation. Nous prendrons l'exemple des résultats obtenus lors de l'analyse d'écrits réflexifs et des bilans compétences ressortant des portfolios de la formation des enseignants. Nous avons analysé les écrits réflexifs sur la base des différentes dimensions des médiations qu'on y retrouve. Quoique reposant, en théorie, sur des principes de contrôle par l'étudiant (Buysse & Vanhulle, 2010), les portfolios sont influencés par les dispositifs certificatifs (Buysse, 2011). Il ressort de nos analyses une subjectivation par les étudiants d'éléments portés par les dispositifs d'évaluation et en contradiction avec les principes du portfolio, voire avec les principes éducatifs fondant le curriculum. Notre réflexion porte sur la possibilité de concevoir aujourd'hui, tenant compte d'une société où rendre des comptes est devenu un leitmotiv, des dispositifs d'évaluation qui ne déforment pas les formations?

Atelier 3 :

Évaluation et langues

26 octobre 9h-12h30

Local A1-3001

Animateur : **Michel Lejeune**, École Polytechnique de Montréal

1. Évaluation des acquis d'apprenants du français langue étrangère en module de Technique d'expression écrite et orale en 1^{ère} année universitaire

Yasmine Adib

Centre Universitaire de Tissemsilt, Algérie

Maitre assistante en langue française

Doctorante, Université d'Oran

Notre étude tente d'expliquer la manière d'évaluer les acquis des étudiants du français langue étrangère en module de Technique d'expression écrite et orale en première année universitaire. Nous proposons dans cette recherche-action les techniques d'enseignement et les stratégies qui facilitent les opérations cognitives afin d'activer la mémoire des habiletés. A la lumière de notre recherche, nous découvrons que l'apprentissage incidentiel ou implicite développe la mémoire procédurale, il se produit par la fréquentation des textes de compréhension et à force de recourir à l'écriture et à la parole. L'enseignant doit mettre à la disposition de ses étudiants la manière de penser implicitement. L'acquisition du savoir comment faire est due à la pratique des textes, de la parole et de l'écriture. Les épreuves d'évaluation doivent déclencher une habileté et faire appel à la mémoire procédurale.

2. Éléments langagiers à la base des nouvelles démarches d'appréhension et de contrôle des connaissances

Marie J. Myers

Université Queen's Canada, Canada

Construire des savoirs au 21^e siècle repose sur une nouvelle approche de la littéracie (Crystal & Davy, 1995). L'approche prônée se veut de remettre en questions les positions adoptées (Biber, Conrad & Reppen, 1998). Il est évident que la mise à jour par rapport aux nouvelles méthodologies et perspectives n'est pas toujours faite et laisse souvent à désirer (DeKeyser, 2009). L'approche méthodologique adoptée est de type conceptuel. Il s'agit d'un balayage systématique des façons de faire aux niveaux phonologique, morphologique, syntaxique, discursif et pragmatique avec une comparaison aux nouvelles approches curriculaires du

Ministère de l'Éducation de l'Ontario pour les langues. Nous avons mis en relief les ajouts et les nouvelles démarches qui s'imposent (Van den Branden, 2006). Nous allons proposer le cadre opératoire auquel nous avons abouti pour pouvoir être à même de mieux répondre aux besoins actuels et futurs (Williams & Burden, 2010). À partir de ces démarches, il y aurait lieu d'élaborer de nouvelles approches évaluatives et nous proposons quelques pistes.

3. L'enseignement des langues entre pratiques évaluatives et politiques éducatives : Le FLE au lycée au Maroc

Mina Sadiqui,

Université My Ismail-ENS-Meknès-Maroc

L'évaluation devrait être au cœur de tout processus d'enseignement/apprentissage et toute réflexion sur les pratiques évaluatives impliquerait une interrogation sur le degré d'efficacité et d'efficience de l'acte pédagogique dans sa complexité et surtout dans sa finalité éducative. En effet, toute pratique pédagogique devrait cibler des compétences, mettre en place des démarches et prendre en considération les programmes et les besoins du public ciblé sans toutefois oublier les contraintes matérielles et les imprévus de la classe et qui sont souvent difficiles à gérer. Dans le cycle secondaire marocain (lycée); cycle foncièrement déterminant dans la préparation du cycle supérieur et du profil de tout futur citoyen ; une discipline qui acquiert une importance primordiale soit pour parachever ses études supérieures et pour s'intégrer dans le monde professionnel, le français en l'occurrence ; a subi depuis 2002 plusieurs réformes. Les contenus des programmes de la classe de français au cycle secondaire qualifiant ont été révisés et de nouvelles démarches d'enseignement/apprentissage préconisées. Ces dernières devraient logiquement entraîner des pratiques évaluatives différentes de celles qui prédominaient auparavant. La cohérence de tout acte éducatif dépendrait étroitement du degré de connexité entre l'enseignement, l'apprentissage et l'évaluation. Dans cette communication, nous essayerons de voir de près les pratiques évaluatives relatives à l'enseignement/apprentissage du FLE au lycée après la réforme telle qu'elles sont esquissées dans les textes officiels et certaines « épreuves certificatives ». Nous nous interrogerons sur le degré de cohérence entre les démarches d'enseignement/apprentissage préconisées par la réforme et les pratiques évaluatives dominantes et nous nous arrêterons sur les principales « dérives » qui, selon nous, ne permettent pas souvent l'instauration d'une nouvelle culture de l'évaluation. Dans une dernière partie nous esquisserons quelques repères qui permettraient de repenser les éléments organisateurs d'un dispositif d'évaluation si on veut vraiment mettre en place une nouvelle politique éducative relative à l'enseignement/apprentissage des langues en l'occurrence celle du FLE au lycée au Maroc.

4. Test et évaluation d'examen de bilinguisme au Gouvernement du Canada

Nabila Tadros

Ministère des transports, Ottawa, Canada

Vu que le Canada est un pays bilingue, le Parlement du Canada adopte, en 1969, une loi qui consiste à proclamer l'anglais et le français langues officielles de l'État Fédéral du Canada. Sur ce, certains postes sont désignés bilingues, et pour occuper un de ces postes, les fonctionnaires sont soumis à passer un test de bilinguisme.

Les deux premiers points seront brièvement discutés, c'est une introduction pour le test et l'évaluation de la langue seconde au sein du gouvernement : Petit historique des langues officielles du Canada; Loi sur les langues officielles; Test de bilinguisme; Qu'est-ce que l'évaluation (Culture, type, fonction et impact de l'évaluation).

5. Développer des compétences langagières et scientifiques en maternelle et au début du primaire : analyse comparée Québec-Portugal

Carolina Gonçalves

Escola Superior de Educação de Lisboa, Portugal,

Marie-France Morin

Université de Sherbrooke, Canada

Cette contribution s'intéresse à l'interaction des apprentissages langagiers et scientifiques chez les jeunes enfants de maternelle et du début du primaire. En ce sens, le langage constitue un outil central dans l'apprentissage et le développement de l'enfant, ainsi que pour les relations que l'enfant établit avec le monde, ainsi que pour la construction de sa compréhension du monde. Cette compréhension du monde qui l'entoure s'appuie, chez le jeune enfant, sur sa curiosité naturelle à vouloir saisir les phénomènes dont il est progressivement conscient. À propos de ce lien entre science et langage, Vygotsky mentionnait déjà à son époque que "[...] le développement des concepts et celui des significations de mots sont un seul et même processus" (Vygotsky, 1997, p. 296). Plus près de nous, d'autres chercheurs soulignent que l'enseignement des sciences aux enfants d'âge préscolaire développe leur pensée scientifique leur permettant d'apprendre tout en faisant preuve d'analyse critique, menant ultimement à des citoyens "scientifically literate" et innovateurs. (Gropen et al., 2011). À partir de ces prémisses, cette contribution aura pour objectif de présenter les orientations ministérielles qui prévalent pour l'apprentissage intégré langue-science en préscolaire et au début du primaire, dans deux contextes différents, le Portugal et le Québec. De façon précise, les traits de la progression et de la continuité entre les années préscolaire et la maternelle dans le développement des compétences langagières et scientifiques seront abordés. L'articulation entre science et langage sera aussi présentée, ainsi que les caractéristiques qui guident l'évaluation des apprentissages dans ces deux domaines

fondateurs à l'école. Toujours selon les orientations ministérielles du Portugal et du Québec, la nature du rôle de l'enseignant dans le développement de ces deux domaines de formation fera aussi l'objet de notre analyse.

Cette analyse des orientations ministérielles au Portugal et au Québec constitue la première étape d'un projet de recherche plus vaste qui permettra d'accompagner des enseignants québécois et portugais dans une vision intégrée du langage et des sciences chez les jeunes enfants, et d'évaluer l'impact de ce projet sur les apprentissages des élèves et les connaissances professionnelles des enseignants.

6. Évaluer l'oralité... oui, mais comment?

Alain Brouté

Université Autonome de Madrid, Espagne

Pendant longtemps, la question des critères d'évaluation de ce qui était appelé l'expression orale au sein de l'enseignement des langues n'était pas posée tant l'approche linguistique était dominante sur le terrain en question. Or, la norme linguistique n'apporte réellement qu'une petite partie du sens et peut, dans certains cas, être une limitation pour atteindre ce sens, comme dans le cas où l'élève veut avant tout démontrer ses connaissances linguistiques afin d'aller dans le sens de l'idée dominante, sans chercher vraiment à communiquer. Nous devons donc chercher de nouvelles références au niveau du code qui soient de l'ordre de l'interactionnel plutôt que du linguistique, et développer un processus méthodologique qui ne se limite pas à la correction, qui prenne en compte la relation et sa fluidité, et où la linguistique est au service du communicatif.

Atelier 4 : Les enjeux de l'évaluation

26 octobre 9h-10h30

Local A1-3005

Animateur : **Michel Boisclair**, École Nationale d'administration publique

1. Les savoirs organisationnels dans le management, l'organisation et la gouvernance : enjeux de l'évaluation

Elmiloudi Bel Haddioui

Faculté des sciences de Casablanca, Maroc

2. Vers un cadre maghrébin d'évaluation dans les établissements universitaires : l'évaluation en langues

Nabila Benhouhou

ENS de Bouzaréah-Alger, Algérie

Cette communication a pour but de présenter les résultats d'un programme de recherche qui porte sur la mise en place d'un cadre ou d'une plateforme commune d'évaluation dans les établissements universitaires de formation de formateurs, les ENS (Ecole Normale Supérieure) et les instituts de formation d'enseignants pour la formation en langues et plus précisément le français. En effet, nous, enseignants universitaires formateurs de français, avons remarqué la disparité et le décalage dans nos pratiques d'évaluation à l'égard des futurs enseignants de français que nous formons, enseignants qui deviendront à leur tour, évaluateurs en langues. L'objectif est de mettre en place un dispositif qui remplit, à l'échelle maghrébine, une triple fonction :

Valider sur le plan scientifique un référentiel commun d'évaluation; - mettre en œuvre une action collective; suggérer, dans une perspective éco-didactique et actionnelle, quelques éléments de réponse susceptibles de contribuer à l'harmonisation de la démarche méthodologique et à l'articulation évaluation/remédiation/formation.

3. La réforme de la formation des enseignants en France met-elle en jeu des modalités d'évaluation compatibles avec leur professionnalisation?

Guy Lapostolle et Thierry Hohl,
Université de Bourgogne, France

L'objet de cette communication est de questionner comment et dans quelle mesure la récente réforme de la formation des enseignants en France, appelée plus couramment « masterisation », a modifié les pratiques de formation de ces enseignants, notamment en transformant les modalités, la fonction et la nature des évaluations qui étaient mises en œuvre tout au long de leur cursus de formation. Si l'on considère en effet qu'un processus de professionnalisation peut s'entendre comme une forme de « déscolarisation » des jeunes étudiants qui vont s'approprier un métier, un certain nombre d'indicateurs semblent montrer que la « masterisation » a eu pour effet de modifier en profondeur le processus de déscolarisation, tel qu'il s'était progressivement construit depuis le début des années 1990.

4. L'impact d'une évaluation efficace des enseignants les résultats des élèves

Carla Massoud,
EDCOF, Nigeria

Des années de recherche ont montré que la meilleure chose à faire pour les écoles et pour les élèves est de leur donner des enseignants efficaces qui peuvent amener les plus désavantagés sur la route qui conduit au succès académique. Les recherches de Mendro et Weerasinghe ont aussi confirmé que l'efficacité d'un enseignant repose sur sa réussite dans ses classes. C'est dire l'importance du système d'évaluation du corps professoral. « The lesson is clear: to ensure that every child learns from the most effective teachers possible, schools must be able to gauge their teachers' performance fairly and accurately » ; d'où l'existence d'une relation entre l'importance de l'évaluation des enseignants et le succès scolaire des élèves.

Cette communication essaiera de développer les points suivants : 1). La relation entre l'évaluation et le succès scolaire ; 2). L'évolution de la supervision/ évaluation dans l'histoire des Etats-Unis ; 3). Les problèmes avec le système d'évaluation actuel ; 4). Comment rendre l'évaluation productive et pour l'enseignant et pour l'élève ? ; 5). Les critères d'une évaluation efficace

Atelier 5 :

Évaluation dans l'institution scolaire

26 octobre 11h-12h30

Local A1-3005

Animateur : **Michel Boisclair**, École nationale d'administration publique

1. Pratiques d'évaluation et formation au Maroc

Lahcen Benchama

CPR Inezgane-Agadir, Maroc

Au Maroc, la formation des cadres pédagogiques connaît de profondes réformes ces dernières années. Qu'en est-il de la formation des enseignants? On a enfin procédé à la restructuration des établissements : ils sont désormais nommés Centres Régionaux des Métiers de l'Éducation et de la Formation et regroupent les anciens Centres de Formation des Instituteurs et Centres Pédagogiques Régionaux, et ce, suite à la publication des décrets de création au bulletin Officiel en novembre 2011. Ce qui s'accompagne de la définition d'autres missions, donc de nouveaux dispositifs de formation dont la mise en œuvre commence avec la rentrée universitaire 2012-2013. D'où les interrogations suivantes : quels types d'évaluations préconisés dans ces nouveaux instruments? Pour quels contenus? Quelles sont les pratiques réelles d'évaluation en matière de formation?

2. Concept de secondarisation et pratiques d'évaluation des compétences des enseignants stagiaires du 1^{er} degré : quels enjeux, quels usages?

Dominique Guidoni-Stoltz et Laurence Maurel

Université de Bourgogne, France

De nombreux travaux ont montré que si les pratiques institutionnelles et enseignantes ne clarifient pas les enjeux cognitifs des tâches, des objets scolaires..., cette opacité devient alors source de difficultés pour les élèves peu familiarisés avec la culture scolaire (Bautier & Goigoux, 2004). Certains travaux de recherche ont montré une moindre attention des enseignants à la construction d'une posture de secondarisation chez leurs élèves. Notre recherche interroge la formation professionnelle initiale des professeurs des écoles et l'évaluation de leurs pratiques de ce point de vue. L'analyse des rapports de visite de formateurs d'I.U.F.M. montre une absence de prise en compte du concept de secondarisation dans l'évaluation des pratiques des stagiaires et nous amène à nous demander comment infléchir « l'offre sociale de professionnalisation » (Wittorski, 2008) vers une plus grande prise en compte du concept dans le développement et l'évaluation des compétences des professeurs.

3. Auto-évaluation assistée : étude de cas en cours de français langue étrangère dans l'enseignement supérieur

Laurence Vohlgemuth,

Escola Superior de Educação, Lisboa, Portugal

Dans cette communication, nous présenterons et analyserons une expérience de mise en place d'une modalité d'auto-évaluation assistée conduisant à une classification certificative, réalisée en licence en animation socioculturelle, dans un cours de français langue étrangère. Nous mettrons en évidence les processus menés, les résultats obtenus et les difficultés rencontrées. Nous ferons une étude comparative quantitative des classifications attribuées aux étudiants au moyen d'une hétéro-évaluation et de celles attribuées par auto-évaluation assistée ainsi qu'une étude qualitative, basée, en partie, sur des entretiens d'étudiants ayant expérimenté cette modalité d'évaluation.

4. Un questionnaire pour l'évaluation collective : la perception des apprenants

Sonia Bufi

Universidad Nacional Autonoma de Mexico (CELE/UNAM), Mexique

Cette communication a pour objet de rendre compte de la perception qu'ont les apprenants d'un questionnaire d'évaluation des enseignants. Le contexte est celui d'une école de langues d'une université mexicaine. Il s'agit d'un questionnaire d'une vingtaine d'items appliqué à tous les groupes chaque semestre depuis plusieurs années. Nous analyserons ce que deux groupes d'étudiants pensent aujourd'hui de ce questionnaire. Le cas présenté pose le problème des espaces de construction subjective du professorat.

Coordonnées courriel des participantes et participants AFDECE 2012

Nom	Établissement	Courriel
Adib, Yasmine	Centre Universitaire de Tissemsilt, Algérie	yasmine.adib@yahoo.fr
Bédard, Johanne	Université de Sherbrooke	johanne.bedard@USherbrooke.ca
Benchama, Lahcen	CPR Inezgane-Agadir, Maroc	benchamalahcen@yahoo.fr
Bel Hadjaoui, Elmiloudi	Faculté des sciences de Casablanca, Maroc	elmiloudi.belhaddioui@gmail.com
Benhouhou, Nabila	ENS de Bouzaréah-Alger, Algérie	bnabila2001@yahoo.fr
Berger, Guy	Université de Paris VIII, France	guy.berger@orange.fr
Boisclair, Michel	École nationale d'administration publique	michel.boisclair@enap.ca
Brouté, Alain	Université Autonome de Madrid, Espagne	alain.broute@uam.es
Bufi, Sonia	Universidad Nacional Autonoma de Mexico (CELE/UNAM), Mexique	soniabufi@gmail.com
Buysse, Alexandre	Université Laval, Québec, Canada	alexandre.buysse@fse.ulaval.ca
Caselles-Desjardins, Brigitte	Université de Sherbrooke	Brigitte.Caselles-desjardins@usherbrooke.ca
Chaubet, Philippe	Université du Québec à Montréal, Canada	chaubet.philippe@uqam.ca
Couturier, Yves	Université Sherbrooke, Canada	yves.couturier@USherbrooke.ca
Cliche, Josiane	Université de Sherbrooke	Josiane.cliche@usherbrooke.ca
Danner, Magali	Université de Bourgogne, France	mdanner@u-bourgogne.fr
Desbiens, Jean-François	Université de Sherbrooke	Jean-Francois.Desbiens@USherbrooke.ca
Dezutter, Olivier	Université de Sherbrooke	olivier.dezutter@USherbrooke.ca
Étienne, Richard	Université de Montpellier 3, France	rietienne@wanadoo.fr
Francomme, Olivier	IUFM d'Amiens-Université de Picardie, France	olivier.francomme@amiens.iufm.fr
Genelot, Sophie	Université de Bourgogne, France	sophie.genelot@dijon.iufm.fr
Gonçalves, Carolina	Escola Superior de Educação de Lisboa, Portugal,	carolinag@eselx.ipl.pt
Gitzhofer, François	Université de Sherbrooke, Canada	François.gitzhofer@usherbrooke.ca
Guidoni-Stoltz, Dominique	Université de Bourgogne/IUFM, France	d.guidoni.stoltz@gmail.com
Groux, Dominique	Présidente AFDECE	dominiegroux@yahoo.fr
Hadji, Charles	Université de Grenoble, France	charles.hadji@dbmail.com
Hohl, Thierry	IUFM, Centre Chevrier, université de Bourgogne, France	thierry.hohl@dijon.iufm.fr
Jorro, Anne	Université de Toulouse, France	jorro@univ-tlse2.fr

de Ketele, Jean-Marie	Université Catholique de Louvain, Belgique	jean-marie.DeKetele@psp.ucl.ac.be
Journe, Françoise	Trésorière AFDECE	francoise.journe@sfr.fr
Langouët, Gabriel	Université de Paris V, France	langouetgabriel@yahoo.fr
Lapostolle, Guy	IUFM, IREDU, Université de Bourgogne, France	guy.lapostolle@dijon.iufm.fr
Lejeune, Michel	École Polytechnique de Montréal, Canada	michel-lejeune@hotmail.ca
Lessard, Claude	Université de Montréal, Canada	claudellessard@umontreal.ca
Matheson, Catherine	Université de Nottingham, Angleterre	david.matheson@nottingham.ac.uk
Matheson, David	Université de Nottingham, Angleterre	david.matheson@nottingham.ac.uk
Maubant, Philippe	Université de Sherbrooke, Canada	philippe.Maubant@usherbrooke.ca
Maurel, Laurence	Université de Bourgogne/IUFM, France	laurence.maurel@dijon.iufm.fr
Massoud, Carla	Secrétaire générale AFDECE EDCOF, Nigeria	massoudcarla@hotmail.com
Morin, Marie-France	Université de Sherbrooke, Canada	marie-France.Morin@USherbrooke.ca
Myers, Marie J.	Université Queen's Canada, Canada	myersmj@queensu.ca
Nozarian, Bernadette	Association Pour l'Innovation Pédagogique et la Liberté de l'Instruction, France	bernadette@organic-e-publishing-international.com
Raulin, Dominique	Conseil national des programmes, France	raulin-pro@orange.fr
Sadiqui,, Mina	Université My Ismail-ENS-Meknès-Maroc	aminasadiqui@hotmail.com
Roger, Lucie	Université de Nantes/Université de Sherbrooke	Lucie.roger@usherbrooke.ca
Salles, Mylène	Université de Sherbrooke, Canada	Mylene.Salles@USherbrooke.ca
Saussez, Frédéric	Université de Sherbrooke, Canada	Frederic.Saussez@USherbrooke.ca
Tadros, Nabila	Ministère des transports, Ottawa, Canada	nabila.tadros@tc.gc.ca
Ventura, Alexandre	Université d'Aveiro, Portugal	alexandre.ventura@ua.pt
Vohlgemuth, Laurence	Escola Superior de Educação, Lisboa, Portugal	laurence@eselx.ipl.pt

Responsables scientifiques :

Dominique Groux, professeure des universités, Institut Catholique de Paris, France,
Philippe Maubant, professeur titulaire, Institut de recherche sur les pratiques éducatives,
Université de Sherbrooke, Canada,

Comité scientifique :

Albert Arbos (Université de Barcelone, Espagne), Jean-Marie Barbier (CNAM, Paris, France), Lahcen Benchama (CPR Inezgane-Agadir, Maroc), Guy Berger (Université de Paris VIII, France), Adrien Bourg (Institut Catholique de Paris, France), Jacqueline Breugnot (Université Koblenz-Laudau, Allemagne), Alain Brouté (Université autonome de Madrid, Espagne), Maria Cantisano (Pontificia Universidad Católica Madre y Maestra, République dominicaine), Ahmed Chabchoub (Université Tunis, Tunisie), Jean Clénet (Université de Lille 1, France), Eric Dagiral (Université Catholique de Paris, France), Michel Debeauvais (Université Paris 8, France), Richard Etienne (Université de Montpellier, France), Ferran Ferrer (Université Autonome de Barcelone, Espagne), Hervé de Fontenay (Université Mc Gill, Montréal, Québec), Enrica Galazzi (Université catholique de Milan, Italie), Camilo Garcia (Université Veracruzana, Xalapa, Mexique), Carolina Gonçalves (Escola Superior de Educação de Lisboa, Portugal), Charles Hadji (Université Grenoble 2, France), Marie-Anne Hugon (Université Paris-Ouest Nanterre La Défense, France), Anne Jorro (Université de Toulouse, France), Jean-Marie de Ketele (Université Louvain-La-Neuve, Belgique), Gabriel Langouët (Université Paris 5 Sorbonne, France), Danielle Laport (Université Paris-Est Créteil, France), François Larose (Université Sherbrooke, Canada), Claude Lessard (Université de Montréal, Canada), Louis Levasseur (Université Laval, Québec, Canada), Louise Marmoz (AFIRSE), Stéphane Martineau (Université du Québec à Trois Rivières, Canada), David Matheson (Université de Nottingham, Royaume-Uni), Marie J. Myers (Queen's University, Kingston, Canada), Antonio Novoa (Université de Lisbonne, Portugal), Louis Porcher (Université de Paris III Sorbonne Nouvelle, France), Pere Puig (Université de Barcelone, Espagne), Elisabeth Regnault (Université Strasbourg, France), Patricia Remoussenard, (Université de Lille 3, France), Val D. Rust (UCLA, États-Unis), Alla Stepanyan Akopyan (Université de Moscou), Thierry Piot (Université de Caen, France), Laurent Tessier (Institut Catholique de Paris, France), Sabine Vanhulle (Université de Genève, Suisse), Richard Wittorski, (CNAM, Paris, France), Jonas Zilinskas (Université de Siauliai, Lituanie).

Comité d'organisation :

Johanne Bédard (Université de Sherbrooke), Yves Couturier (Université Sherbrooke, Canada), Jean-François Desbiens (Université Sherbrooke, Canada), Olivier Dezutter (Université Sherbrooke, Canada), François-Xavier Hubert (Institut Catholique de Paris, France), Bernard Jabin (AFDECE), Françoise Journe (AFDECE), Carla Massoud (AFDECE), Lucie Roger (Université de Nantes, France et Université de Sherbrooke), Frédéric Saussez (Université de Sherbrooke, Canada), Laura Vidal (AFDECE).

Comité d'organisation technique :

Michel Boisclair (École nationale d'administration publique), Brigitte Caselles-Desjardins (Université Sherbrooke, Canada), Josiane Cliche (Université Sherbrooke, Canada), Michel Lejeune (École Polytechnique de Montréal), Philippe Maubant (Université de Sherbrooke, Canada), Lucie Roger (Université de Sherbrooke, Canada et Université de Nantes, France).